



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale des Vosges

Épinal, le 28/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUEZ ORGANIQUE

Adresse du siège
38 avenue Jean Jaurès
78 440 GARGENVILLE

Adresse du site
lieu-dit La Haie Rousse
88 700 MENARMONT

Références : S-23-1449RP

Code AIOT : 0006209789

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2023 dans l'établissement SUEZ ORGANIQUE implanté Lieudit La Haie Rousse 88700 Ménarmont. L'inspection a été annoncée le 23/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôles de l'inspection des installations classées 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ ORGANIQUE
- Lieudit La Haie Rousse 88700 Ménarmont
- Code AIOT : 0006209789
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SUEZ ORGANIQUE exploite à MENARMONT des installations de compostage de déchets non dangereux.

Au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, elle a été autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2372/2014 du 28 novembre 2014 à exploiter ses installations pour les rubriques 2780, 2791 et 2714 de la nomenclature des installations classées pour l'environnement et par l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 fixant les règles techniques applicables aux plate-formes de compostages soumises à autorisation.

Unité Départementale des Vosges
22 à 26 avenue Antoine Dutac - 88026 ÉPINAL Cedex

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- conditions d'exploitation ;
- déchets admissibles ;
- stockage des déchets ;
- rejets aqueux ;
- moyens de lutte contre l'incendie ;
- Analyses des composts et des eaux de lagunes.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 28/11/2014, article 19	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 28/11/2014, article 22	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Suivi des déchets entrants	Arrêté Préfectoral du 28/11/2014, article 17	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Clôture	Arrêté Préfectoral du 28/11/2014, article 8	Sans objet
2	Déchets admissibles	Arrêté Préfectoral du 28/11/2014, article 14	Sans objet
3	Stockage de compost	Arrêté Préfectoral du 28/11/2014, article 16	Sans objet
7	Bilan annuel	Arrêté Préfectoral du 28/11/2014, article 44	Sans objet
8	Fréquence d'analyses des composts et des eaux de lagunes A , B et C	Arrêté Préfectoral du 28/11/2014, article 45	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a principalement porté sur les conditions d'exploitation du site.

Deux constats ont révélé une non-conformité et un autre constat un manquement susceptible de suites avec un délai de réponse prescrit. Ces non-conformités constituent des manquements aux dispositions des 19 et 22 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 novembre 2014 susvisé.

Face à ces manquements, il est proposé de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement en mettant en demeure la société SUEZ ORGANIQUE, de respecter les prescriptions des articles susvisés dans des délais fixés. Un projet d'arrêté de mise en demeure a été préparé en ce sens et est annexé à ce rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Clôture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2014, article 8
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : Le site est clos sur le périmètre de la plate-forme de compostage et des bassins. Les issues sont fermées à clef en dehors des heures d'ouverture.
Constats : L'inspection constate que le site est clôturé. L'exploitant confirme que les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Déchets admissibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2014, article 14
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : L'installation est autorisée à traiter les matières suivantes : <ul style="list-style-type: none">• matière organique d'origine végétale n'ayant pas subi de traitement chimique (déchets verts et ligneux, rebuts de fabrication de l'industrie agro-alimentaire, paille) ;• fraction fermentescible de déchets et assimilés triés à la source ou obtenue par tri mécanique ;• boues de station d'épuration des eaux urbaines, de papeteries, d'industries agroalimentaires (à l'exclusion des boues issues de stations d'épuration des installations d'abattoirs traitant des ruminants ou d'usines d'équarrissage), de l'industrie du cuir, dont la qualité est conforme aux dispositions du présent arrêté ;• boues de station d'épuration des industries textiles.
Constats : L'inspection s'est vue communiquer la liste des matières entrantes sur le site. L'ensemble des entrants est conforme à la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Stockage de compost

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2014, article 16
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : Un stockage maximal de 12 000 m ³ de compost est autorisé sur le site. La durée d'entreposage des composts produits est inférieure à 1 an.
Constats : L'exploitant montre à l'inspection son registre des composts sur site qui est de 6 000 m ³ . Les 12 000 m ³ ne sont jamais dépassés. La durée d'entreposage des composts est d'environ 3 mois.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Suivi des déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2014, article 17

Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des déchets entrants

Prescription contrôlée :

Avant réception d'un déchet, une information préalable doit être communiquée à l'exploitant par le déposant, indiquant le type et la quantité de déchets livrés.

L'installation doit être équipée d'un moyen de pesée à l'entrée du site et chaque apport de déchets fait l'objet d'un mesurage. A défaut, le déposant doit être en mesure de justifier la masse de déchets qu'il apporte.

Les déchets dangereux introduits dans l'installation de manière accidentelle seront traités avec les déchets dangereux produits par l'installation.

Aucun déchet susceptible d'émettre des rayonnements ionisants ne doit être accepté dans l'installation.

Un contrôle visuel du type de déchets reçus est réalisé afin de vérifier leur conformité avec les informations préalablement délivrées.

Un affichage des déchets pris en charge par l'installation doit être visible à l'entrée du site. Les déchets non listés ne sont pas admis dans l'installation.

Pour le transit, le regroupement et le traitement de déchets (notamment le tri) un registre chronologique est tenu à jour où sont consignés tous les déchets entrants.

Le registre des déchets entrants contient au moins, pour chaque flux de déchets entrants, les informations suivantes :

- la date de réception du déchet ;
- la nature du déchet entrant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
- la quantité du déchet entrant ;
- le nom et l'adresse de l'installation expéditrice des déchets ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, « le numéro de notification prévu par le règlement susvisé » ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive susvisée.

Le dit registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les informations à conserver peuvent être contenues dans un document papier ou informatique.

Constats :

L'inspection demande à consulter les certificats d'information préalable. L'inspection constate un document présenté par l'exploitant le 02 janvier 2023 et retourné signé par le déposant de déchets le 04 décembre 2023. L'exploitant indique avoir relancé plusieurs fois le déposant sur l'année 2023 mais sans succès. L'exploitant indique que c'était un nouveau client et avoir tout de même accepté les déchets reçus tout au long de l'année 2023.

L'installation est bien équipée d'un moyen de pesée des apports de déchets. Les mesures sont enregistrées. Un détecteur de radioactivité est également installé.

Lors du déchargement des déchets sur le site, un contrôle visuel est réalisé par un agent.

Un panneau d'information à l'entrée du site précise les déchets pris en charge par l'installation.

L'exploitant présente à l'inspection le registre des déchets entrants avec l'ensemble des éléments d'information prescrits dans l'arrêté.

Observations :

L'exploitant doit s'assurer que le document d'information préalable à l'acceptation des déchets doit au préalable être signé par le producteur de déchets avant d'accepter ses déchets sur le site.

Ce point sera vérifié lors de la prochaine visite.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 5 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2014, article 19

Thème(s) : Risques accidentels, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Le sol des aires de manipulation de matières, produits et déchets doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières accidentellement répandues.

Les effluents recueillis sont recyclés dans l'installation pour l'arrosage ou l'humidification des andains lorsque c'est nécessaire. A défaut et lorsqu'ils ne font pas l'objet d'un épandage, ils sont traités de la façon suivante :

- les eaux de toiture peuvent être directement rejetées dans le milieu naturel sous réserve du respect des valeurs limites définies à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008. La conformité des eaux rejetées aux objectifs de qualité du cours d'eau récepteur ou aux normes de rejet définies à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 est vérifiée semestriellement par l'exploitant ;
- les autres eaux pluviales qui ne sont pas entrées en contact avec les déchets ou avec le compost peuvent être rejetées dans le milieu naturel au moins après passage dans un décanteur-déshuileur, ou dans le réseau pluvial desservant l'installation, s'il existe. La conformité des eaux rejetées aux objectifs de qualité du cours d'eau récepteur ou aux normes de rejet définies à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 est vérifiée par l'exploitant à une fréquence au moins semestrielle ;
- les eaux résiduaires et pluviales polluées sont dirigées vers un bassin de rétention, dont la capacité est dimensionnée en fonction de l'étude d'impact. Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées, le cas échéant après traitement, que si elles respectent à minima les valeurs limites définies à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008. L'exploitant effectue une surveillance semestrielle de la qualité de ces rejets.

Constats :

Le sol des aires de manipulation des matières est recouvert d'enrober. Les eaux de ruissellement et les effluents sont collectés et dirigés vers deux bassins de rétentions sans rejet dans le milieu naturel. Les effluents aqueux sont ensuite épandus conformément au plan d'épandage prévu à cet effet.

Les eaux de toiture du bâtiment principal qui couvre les fosses de récupération des déchets et notamment des boues urbaines ou industrielles sont rejetées vers le milieu naturel. Une analyse de des rejets des eaux de toitures doit être réalisée par un laboratoire agréé semestriellement. Hors cette analyse n'est pas réalisée à ce jour.

Le site ne rejette pas d'autres eaux pluviales vers le milieu naturel.

Observations :

L'exploitant doit réaliser une analyse de ces rejets et transmettre les résultats à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2014, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : <p>Les zones contenant des déchets combustibles de natures différentes doivent être sectorisées de manière à prévenir les risques de propagation d'un incendie.</p> <p>L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• de points d'eau d'une capacité en rapport avec le danger à combattre ;• d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;• de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;• de matériels de protection adaptés. <p>Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p>
Constats : <p>Les différents types de déchets sont sectorisés sur le site.</p> <p>L'installation est équipée d'extincteurs dont la dernière visite de contrôle a été réalisée le 09 mai 2023 par la société DESAUTEL PROTECTION INCENDIE située à NANCY pour 14 équipements.</p> <p>Le site n'est pas équipé d'un point d'eau en rapport avec le danger à combattre. 3 Lagunes de 1 000 m³ chacune d'effluents sont présentes mais non utilisables par les pompiers.</p> <p>A noter qu'aucun poteau incendie n'est présent.</p> <p>L'exploitant signal avoir étudié le projet d'installation d'une réserve d'eau mais sans avoir abouti.</p>
Observations : <p>L'exploitant doit faire installer une réserve d'eau d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Bilan annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2014, article 44
Thème(s) : Risques accidentels, Bilan annuel Plan d'épandage des composts non normé et des eaux de lagunes
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un bilan annuel comprenant : <ul style="list-style-type: none">• la liste des parcelles ou groupes de parcelles concernées par la campagne d'épandage ainsi que la caractérisation des systèmes de culture (cultures implantées avant et après apport de composts, ...) sur ces parcelles ;• des analyses des sols réalisées sur des points représentatifs des parcelles concernées par l'épandage, incluant les points de référence représentatifs de chaque zone homogène concernée par la campagne d'épandage ;• une caractérisation des composts (quantités, rythme de production, quantités d'éléments fertilisants ou substances indésirables apportées sur chaque unité culturale...) ;• les préconisations spécifiques d'utilisation des composts (doses d'épandage par unité culturale, ...) en fonction de la caractérisation des composts, du sol, des systèmes et types de cultures et des autres apports de matières fertilisantes ;• les modalités de surveillance décrites par le présent arrêté, d'exploitation interne de ces résultats, de tenue du cahier d'épandage et de réalisation du bilan agronomique ;• l'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la réalisation de l'épandage ;• la mise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale. Ce bilan est transmis à M. Le Préfet avant ou en même temps que le programme annuel d'épandage de la campagne suivante.
Constats : Le bilan d'exploitation et le programme annuel d'épandage prévus à l'article 44 de l'arrêté d'exploiter du 28 novembre 2014 qui doivent être transmis à M. le Préfet annuellement n'a pas été transmis. Suite à la visite, l'exploitant a envoyé à l'inspection rapidement les documents.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Fréquence d'analyses des composts et des eaux de lagunes A , B et C

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2014, article 45

Thème(s) : Risques accidentels

Prescription contrôlée :

Tant que le procédé de fabrication des composts n'est pas modifié et que les boues dont sont issus les composts restent conformes aux caractéristiques imposées dans l'arrêté d'autorisation de la plate-forme de compostage, les composts et les eaux de lagunes sont analysés périodiquement selon la fréquence indiquée dans le tableau suivant :

Valeur agronomique des composts	1 analyse par lot / 1 analyse par lagune et par an
Éléments-traces métalliques	1 analyse par lot / 1 analyse par lagune et par an
Composés-traces organiques	1 analyse tous les 2 lots / 1 analyse par lagune et par an

Tableau 5 : Nombre d'analyses des composts en routine dans l'année

(1 lot correspond au maximum à 200 t de matière sèche)

Pour toute modification de procédé ou des critères d'admission des boues en entrée de la plate-forme, la fréquence d'analyse pour la première année sera celle du tableau ci-après :

Valeur agronomique des composts	48
As, B	3
Éléments-traces	48
Composés organiques	24

Tableau 6 : Nombre d'analyses par an de composts lors de la première année

Les méthodes d'échantillonnage et d'analyse des composts sont conformes aux dispositions de l'annexe VII d) de l'arrêté ministériel modifié du 02 février 1998.

Le volume des effluents épandus est mesuré soit par des compteurs horaires totalisateurs (avec pompes de refoulement) soit par mesure directe, soit par tout autre procédé équivalent.

Constats :

Les composts sont analysés selon la fréquence prévue par l'article 45 de l'arrêté du 28 novembre 2014, c'est à dire une analyse par lot. L'exploitant a fourni 4 analyses correspondant à 4 lots pour 2023.

Les eaux de lagunes sont également analysées selon la fréquence prévue par l'article 45 de l'arrêté du 28 novembre 2014, c'est à dire une analyse par lagune et par an. L'exploitant a fourni 3 analyses pour 2023.

L'ensemble des paramètres requis ont été recherchés et les résultats sont conformes.

Le volume des effluents épandus est mesuré de manière directe en comptabilisant le nombre de citernes de 2 500 litres. Pour 2022, le volume est de 2 950 m³ (données issues du bilan agronomique 2022 fourni par l'exploitant).

Type de suites proposées : Sans suite